# Cycle de Suivi IHP + 2016

Suivi des engagements concernant la coopération au développement efficace en santé

Présentation des résultats pour le Togo







### INTRODUCTION (1)

- 30 pays ont participé au 5<sup>ième</sup> cycle de suivi IHP+ (2016)
- 8 pratiques de la coopération efficace au développement (EDC) sont mesurées, y compris les contributions par le Gouvernement, les partenaires au développement (PD), les organisations de la société civile, (OSC) et le secteur privé (SP)
- 100% des PD qui ont été invités, ont participé (AFD, ONUSIDA, FNUAP, OMS, BM, GAVI, UNICEF, AMBASSADE DE FRANCE, FONDS MONDIAL), représentant 36% de l'appui externe en 2014 (source: base de données SNPC de l'OCDE);
- 12 OSC ont participé au questionnaire en ligne et 11 aux discussions de groupe (FGD)
- 5 représentants du SP ont participé aux FGD

### INTRODUCTION (2)

- La réunion de démarrage a eu lieu le 31 mai 2016 en présence de 40 personnes représentant toutes les parties prenantes
- La collecte des données du Gouvernement (MSPS et toutes les autres administrations publiques intéressées) et des PD s'est faite par le biais de questionnaires quantitatif et qualitatif
- Des groupes de discussion ont été organisés pour collecter les informations des OSC (après un questionnaire en ligne) et du SP

### Cycle de Suivi IHP+ 2016

Collecte des données

Discussion des résultats

Actions





# OBJECTIF de la DISCUSSION

"Stimuler le dialogue au niveau national entre tous les partenaires, sous la direction du ministère de la santé et de la protection sociale, concernant l'EDC en matière de santé et de renforcer la responsabilité mutuelle en matière de performances de l'EDC au niveau du pays"

La présentation et la discussion des résultats fournissent une plateforme pour que tous les partenaires puissent conjointement :

- Analyser les performances en fonction des huit pratiques de l'EDC
- Identifier les éléments qui entravent les progrès
- Se mettre d'accord sur les actions permettant d'améliorer la performance et la responsabilité mutuelle de l'EDC en matière de santé.



#### Unit profiques de l'EDC quatra angagaments

Huit pratiques de l'EDC, quatre engagements						
PRAT	QUE EDC	ENGAGEMENTS				
ED	Les partenaires soutiennent une stratégie nationale de santé unique	1 ENGAGEMENT DE METTRE EN PLA SECTORIELLES DE SANTÉ ROBUS				
ED	La redevabilité mutuelle est renforcée	DES REVUES CONJOINTES ET DE REDEVABILITÉ				
Ç ED	La coopération au développement sanitaire est plus prévisible et l'aide à la santé s'inscrit dans le cadre des budgets nationaux	2 ENGAGEMENT D'AMÉLIORER LE F PRÉVISIBILITÉ ET LA GESTION FINA DE LA SANTÉ				
	Les systèmes de gestion des finances publiques					

FINANCEMENT, LA

(GFP) sont renforcés et utilisés Les systèmes de passation de marchés et EDC 4 d'approvisionnement sont renforcés et utilisés L'assistance technique est coordonnée et la EDC 6 coopération sud-sud intervient pour le transfert de

Le secteur privé est engagé

Les organisations de la société civile sont engagées

compétences

EDC 7

NANCIÈRE DU SECTEUR

3 ENGAGEMENT D'ÉTABLIR, RENFORCER ET UTILISER LES SYSTÈMES DU PAYS

4 ENGAGEMENT D'ÉTABLIR UN ENVIRONNEMENT

FAVORABLE POUR LA PARTICIPATION DES OSC ET DU

SECTEUR PRIVÉ DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

LACE DES STRATÉGIES STES, DE PROCÉDER A E RENFORCER LA

# RESULTATS DE LA COLLECTE DES DONNÉES



### 1. ENGAGEMENT

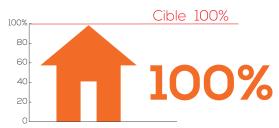
DE METTRE EN PLACE DES STRATÉGIES SECTORIELLES DE SANTÉ ROBUSTES, DE PROCÉDER A DES REVUES CONJOINTES ET DE RENFORCER LA REDEVABILITÉ





#### LES PARTENAIRES SOUTIENNENT UNE STRATÉGIE NATIONALE DE SANTÉ UNIQUE

### L'alignement de l'appui à la Stratégie du Secteur de la Santé



- Tous confirment que l'appui est aligné
- Les financements s'inscrivent dans les stratégies nationales du secteur de la santé

### La revue conjointe du plan national du secteur de la santé



- AFD, ONUSIDA, FNUAP, OMS, GAVI et UNICEF confirment qu'ils ont participé à la revue conjointe
   Les interventions des PD s'inscrivent
- Les interventions des PD s'inscrivent dans des documents stratégiques nationaux dont l'élaboration et le suivi se font conjointement
- Il y a une réelle appropriation de ces documents par les PD



#### LA REDEVABILITÉ MUTUELLE EST RENFORCÉE

#### **Suivi et Evaluation**



- AFD, ONUSIDA, OMS, GAVI et UNICEF confirment qu'ils utilisent uniquement les indicateurs nationaux du secteur de la santé pour faire le suivi de leur appui
- La disponibilité de données fiables et régulières de même que des évaluations conjointes pourra améliorer l'utilisation des systèmes nationaux de suivi et évaluation

#### Processus de redevabilité mutuelle



- AFD, Ambassade de France, GAVI, ONUSIDA, FNUAP, BM, OMS et UNICEF participent au processus de redevabilité mutuelle
- La redevabilité mutuelle est renforcée car se fait dans le cadre d'un dispositif institutionnel de coordination
- Plusieurs cadres de coordination et de concertation (CCM, Comité sectoriel santé/VIH) sont créés pour formaliser ce cadre institutionnel

### 2. ENGAGEMENT

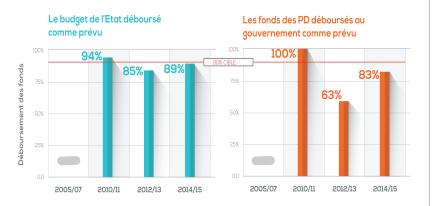
D'AMÉLIORER LE FINANCEMENT, LA PRÉVISIBILITÉ ET LA GESTION FINANCIÈRE DU SECTEUR DE LA SANTÉ





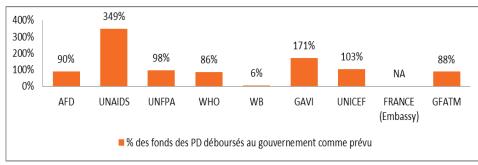
### LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT SANITAIRE EST PLUS PRÉVISIBLE (1)

### Le budget de l'Etat déboursé comme prévu



 Faible capacité d'absorption due à une faiblesse dans la planification et à un manque de RH pour mettre en œuvre

### % des fonds des PD déboursés au Gouvernement comme prévu





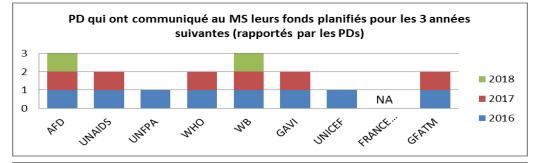
#### LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT SANITAIRE EST PLUS PRÉVISIBLE (2)

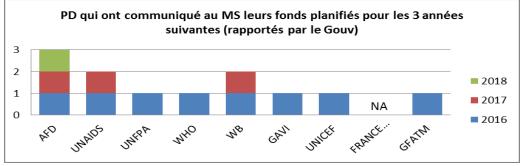
#### Právicihilitá das fonds future



- Les PD signent avec le Gouvernement, des Conventions de financement pluriannuels rendant lisibles les interventions
- Pourvoir les postes vacants au sein du ministère et spécifiquement à la direction générale des études, de la planification et de l'information sanitaire et mettre en place un mécanisme de collecte et d'analyse des données financières au sein du ministère

### Communication par les PD au MS de leurs fonds planifiés pour les 3 années suivantes

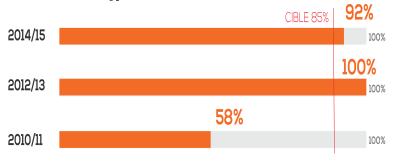






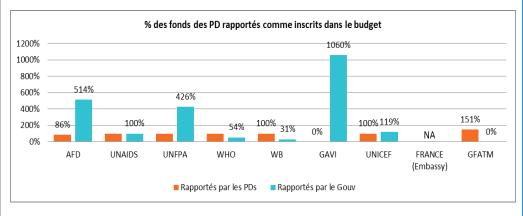
# L'AIDE À LA SANTE S'INSCRIT DANS LE CADRE DES BUDGETS NATIONAUX

# % des fonds des PD participants rapportés comme inscrits dans le budget



- Tous les financements des PD sont inscrits dans le budget national
- Absence au sein du ministère, d'un mécanisme de suivi de l'exécution des différents budgets

# % des fonds des PD participant rapportés comme inscrits dans le budget



### 3. ENGAGEMENT

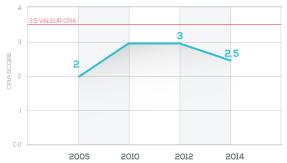
D'ÉTABLIR, RENFORCER ET UTILISER LES SYSTÈMES DU PAYS





# LES SYSTEMES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (GFP) SONT RENFORCES ET UTILISES

### Qualité et utilisation du système GFP





### % des PD utilisant les procédures nationales

	d'exécution du budget national		
AFD	100%	0%	0%
UNAIDS			0%
UNFPA	100%	0%	0%
WHO	0%	0%	0%
WB	100%	0%	0%
GAVI	NA	NA	NA
UNICEF	97%	0%	0%
FRANCE	0%	0%	0%
GFATM	100%	0%	0%

#### Renforcement des capacités



33% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système GFP et pour le renforcement des capacités

### Commentaires et résultats principaux

 Tous les PD utilisent les procédures nationales d'exécution des budgets qu'ils renforcent au besoin.



## DES SYSTÈMES DE PASSATION DE MARCHÉS ET D'APPROVISIONNEMENT SONT RENFORCÉS ET UTILISÉS

# Existence et utilisation des systèmes de passation de marchés et d'approvisionnement



Une stratégie nationale de passation de marchés et d'approvisionnement existe



des PD participants utilisent le système national

#### Renforcement des capacités



des PD confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place PD qui utilisent le système national de passation de marchés et d'approvisionnement:

- OMS
- BM
- UNICEF
- LE FONDS MONDIAL

PD qui n'utilisent pas le système national de passation de marchés et d'approvisionnement

- UNFPA
- GAVI

### Commentaires et résultats principaux

- Les passations de marchés et d'approvisionnement se font par le biais des procédures nationales et celles propres aux PD
- L'assurance qualité des approvisionnements et la fiabilité des fournisseurs doivent être améliorées
- Le renforcement de la CAMEG TOGO sur laquelle est bâti le SNAP peut permettre une plus grande utilisation des procédures nationales d'approvisionnement



#### L'ASSISTANCE TECHNIQUE EST COORDONNÉE ET LA COOPERATION SUD-SUD INTERVIENT POUR LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES

#### L'assistance technique est coordonnée



Un plan national d'assistance technique n'existe pas



des PD participants fournissent de l'assistance technique alignée sur le plan national adopté

- Aucun PD ne fournit de l'assistance technique alignée sur le plan national adopté mais chacun des PD fournit de l'assistance technique sur la base d'un accord bilatéral avec le Gouvernement
- L'alignement et la coordination de l'assistance technique peuvent être améliorés dans le cadre du PNDS et de l'harmonisation des différentes interventions

#### La coopération sud-sud



Le MSPS bénéfice de la coopération Sud-Sud



des PD participants appuient la coopération Sud-Sud

- AFD, Ambassade de France, BM, FM, ONUSIDA, OMS et UNICEF appuient la coopération sud-sud
- Cette coopération pourra être institutionnalisée
- Cette coopération valorise les compétences régionales et permet un partage d'informations

### 4. ENGAGEMENT

D'ETABLIR UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LA PARTICIPATION DES OSC ET DU SECTEUR PRIVÉ DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ



### **ENGAGEMENT DE** LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les OSC qui ont participé à la discussion de groupe:

- Fédération Togolaise des Praticiens de la Médecine Traditionnelle
- Sight Savers
- Plan International Togo
- Bornefonden
- Union des ONG du Togo
- Plateforme VIH/Santé
- Croix Rouge Suisse
- Handicap International
- Organisation de la Charité pour un développement Intégral (OCDI) nationale
- Association togolaise pour le bienêtre familial
- Croix Rouge Togolaise
- Faculté des sciences de la santé
- CERA (cabinet de recherche) ihp



#### **ENGAGEMENT** de la SOCIÉTÉ CIVILE (1)

### Quel espace le <u>Gouvernement</u> prévoit-il pour la participation efficace des OSC dans la politique, la planification et le suivi du secteur de la santé?

#### Résultats du Gouvernement et l'enquête en ligne des OSC



#### Résultats principaux des discussions de groupe OSC

- Bien qu'étant impliqué dans l'élaboration des documents stratégiques nationaux, la participation à leur mise en œuvre est mitigée car dépendant des différents montages
- Pour améliorer l'implication des OSC, il faudra élaborer une politique nationale en matière de gestion des OSC de santé qui organisera leur structuration et leur réseautage et formalisera les différents appuis possibles



#### **ENGAGEMENT de la SOCIÉTÉ CIVILE (2)**

Dans quelle mesure la participation des OSC dans les processus de politique sanitaire nationale est-elle effectivement appuyée par les <u>PD</u>?

#### Résultats des PD et l'enquête en ligne des OSC



Les PD consultent les OSC pour le développement de leurs programmes de santé



Les PD fournissent des ressources financières



Les PD fournissent de l'assistance technique



36% des OSC confirment qu'elles sont consultées



55% des OSC reçoivent des ressources financières



55% des OSC reçoivent de l'assistance technique

#### Résultats principaux des discussions de groupe OSC

- Des appuis techniques, financiers et institutionnels sont fournis par les PD aux OSC souvent par le biais du Gouvernement
- Les opportunités pour accroître la participation des OSC tiennent au fait qu'ils interviennent plus souvent au niveau communautaire
- Les contraintes existantes pour accroître le soutien apporté par les PD sont liées à la faiblesse institutionnelle et les RH des OSC



#### **ENGAGEMENT de la SOCIÉTÉ CIVILE (3)**

### L'efficacité des mécanismes de <u>redevabilité</u> pour les OSC

- Les OSC interviennent comme des partenaires d'exécution
- Des cadres nationaux de coordination existants (CCM et Comité sectoriel santé/ VIH) dont sont membres les OSC, permettent des évaluations conjointes qui sont des mécanismes de transparence et de redevabilité
- Il y a au niveau national, une obligation de production de rapports périodiques soumis au ministère qui utilise les données y contenues pour élaborer son rapport annuel

### L'environnement législatif et réglementaire national

- L'environnement législatif est favorable à l'éclosion des OSC puisqu'elles sont libres de s'organiser elles-mêmes et d'être enregistrées
- Cet environnement ne favorise pas cependant une maximisation de la contribution des OSC à la politique nationale de santé
- Il n'existe pas un cadre formel permettant d'exonérer les OSC du paiement de taxes qui sont nombreuses

### ENGAGEMENT PAR LE SECTEUR PRIVÉ (SP)

Représentants du secteur privé (SP) qui ont participé dans les discussions de groupe:

- Plateforme du secteur privé de la santé au Togo (PSPS-Togo)
- Association Nationale des Infirmiers et Infirmières du Togo (ANIT)
- Ordre national des pharmaciens (ONPT)
- Association des sages femmes du Togo (ASSAFETO)
- Ordre national des médecins du Togo





#### **ENGAGEMENT PAR LE SECTEUR PRIVÉ (1)**

# Les <u>possibilités octroyées par les pouvoirs</u> <u>publics</u> au SP, leur permettant de participer effectivement

- Au regard de la part importante prise ces dernières années par le SP dans secteur de la santé du moins dans les communautés, le Gouvernement associe de plus en plus le SP dans l'élaboration des documents stratégiques nationaux
- Toutefois, ces documents ne prennent pas encore suffisamment en compte le SP et il y a une faible implication dans les programmes prioritaires
- Le SP est très divers
- La mise en place d'une PSPS est une opportunité pour sa meilleure inclusion dans les processus de partenariat relatifs à la politique de santé et son inclusion dans les priorités nationales

#### Le <u>soutien apporté par les PD</u> au SP

- Les PD ne consultent pas le SP dans l'élaboration de leurs différents programmes
- Actuellement, la Banque mondiale appuie l'institutionnalisation de la plateforme du secteur privé de la santé



#### **ENGAGEMENT PAR LE SECTEUR PRIVÉ (2)**

# L'efficacité des mécanismes de redevabilité pour les <u>associations</u> <u>professionnelles et industrielles</u>

- Il n'y a aucun mécanisme formel de redevabilité vis-à-vis des acteurs du SP
- En l'absence d'une règlementation rigoureuse, les acteurs du SP ne partagent pas les informations sur leurs activités avec le ministère de tutelle, encore moins avec la population
- Il n'existe aucun document de normes sanitaires applicables dans le secteur privé

### L'environnement législatif et réglementaire national

- Le SP est très peu régulé car les textes d'application du CSP ne sont toujours pas encore pris
- Il n'y a aucune contrainte à accroître la formation d'organisations individuelles qui représentent les intérêts du SP. L'Etat reconnait comme interlocuteurs toute association professionnelle légalement constituée et l'implique dans toutes les discussions qui peuvent concerner leurs champs d'actions

## RESUMÉ DE LA PERFORMANCE DES PD



PRAT	TIQUE EDC	INDICATEUR		ONUSIDA	UNFPA	OMS	BML	GAVI	UNICEF	SCAC	LFM
<b>(</b>	EDC 1	Le PD a participé aux évaluations conjointes au niveau sectoriel ou sous-sectoriel	<b>V</b>	×	~	~	<b>v</b>	*	~	×	~
O <sub>e</sub>	EDC 2a	% des fonds déboursés au gouvernement comme prévu	90%	100%	98%	86%	6%	100%	100%	NA	88%
<b>9</b>	EDC 2b	Le PD a communiqué au MS leurs fonds planifiés pour 3 ans (comme rapporté par le PD)	V	×	×	*	~	*	×	*	×
<b>9</b>	EDC 2c	% des fonds inscrits dans le budget comme rapporté par le PD	86%	100%	100%	100%	100%	NA	100%	0%	151%
		% des fonds qui utilisent des procédures nationales d'exécution des budgets	100%	100%	100%	0%	100%	NA	97%	0%	100%
O <sub>O</sub>	EDC 3	% des fonds qui utilisent des procédures nationales d'information financière		0%	0%	0%	0%	NA	0%	0%	0%
•		% des fonds qui utilisent des procédures nationales d'audit	0%	0%	0%	0%	0%	NA	0%	0%	0%
	EDC 4	Le PD utilise le système national de passation des marchés et d'approvisionnement	NA	NA	×	~	~	×	~	NA	~
	EDC 5	Le PD utilise uniquement les indicateurs nationaux du secteur de la santé pour faire le suivi de leur support	~	~	×	~	*	~	<b>~</b>	*	*
		Le PD confirme qu'il participe dans les processus de redevabilité mutuelle	~	~	~	~	~	~	~	~	~
4.4	EDC 6	Le PD fournit de l'assistance technique alignée sur le plan national adopté	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
•		Le PD appuie la coopération Sud-Sud	<b>~</b>	~	<b>~</b>	V	~	×	<b>~</b>	~	V
	EDC 7	Le PD appuie les OSC avec des ressources financières		V	V	~	*	×	V	~	~
		Le PD appuie les OSC avec de la formation	×	~	<b>V</b>	~	×	×	V	×	~
		Le PD appuie les OSC avec de l'assistance technique	×	V	×	~	×	×	<b>~</b>	×	~
	Le PD apporte du soutien financier ou technique pour renforcer l'intervention des acteurs du secteur privé		*	*	~	~	~	×	*	*	~

### DISCUSSION DES RÉSULTATS



### POINTS CLÉS POUR LA DISCUSSION (1)

PRATIQUE EDC		PROBLÈMES IDENTIFIÉS
<b>(</b>	EDC 1 (Plan sectoriel santé)	
O <sub>e</sub>	EDC 2 (Prévisibilité des budgets)	
O <sub>O</sub>	EDC 3 (Systèmes GFP)	
	EDC 4 (Systèmes de passation de marchés et d'approvisionnement)	

### POINTS CLÉS POUR LA DISCUSSION (2)

PRATIQUE EDC		PROBLÈMES IDENTIFIÉS
	EDC 5 (Redevabilité mutuelle)	
	EDC 6 (Appui technique et CSS)	
	EDC 7 (Engagement OSC)	
357	EDC 8 (Engagement SP)	
	Autres points à discuter:	

# PLAN D'ACTION



### **ACTIONS CONVENUES**

PRATIQUE EDC		PROBLEMES IDENTIFIÉS	ACTION CONVENUE	RESPONSABLE POUR L'EXÉCUTION	DATE LIMITE	MÉCANISME DE SUIVI?	COMMENTAIRES
<b>(4)</b>	EDC 1						
, Company of the comp	EDC 2						
	EDC 3						
	EDC 4						
	EDC 5						
•	EDC 6						
	EDC 7						
36	EDC 8						
1	TRES TIONS						



# Vercill

### Des questions?

Veuillez me contacter à @username & user@mail.me



# Les couleurs

Slide Blue: #1d7fde

Development partners
Graph Orange: #F36D26

Private sector
Graph green: #77C29A

IHP Icons: #3A7CC0

Government
Graph light blue: #32C1D2

Civil society
Graph purple: # e6dae3

